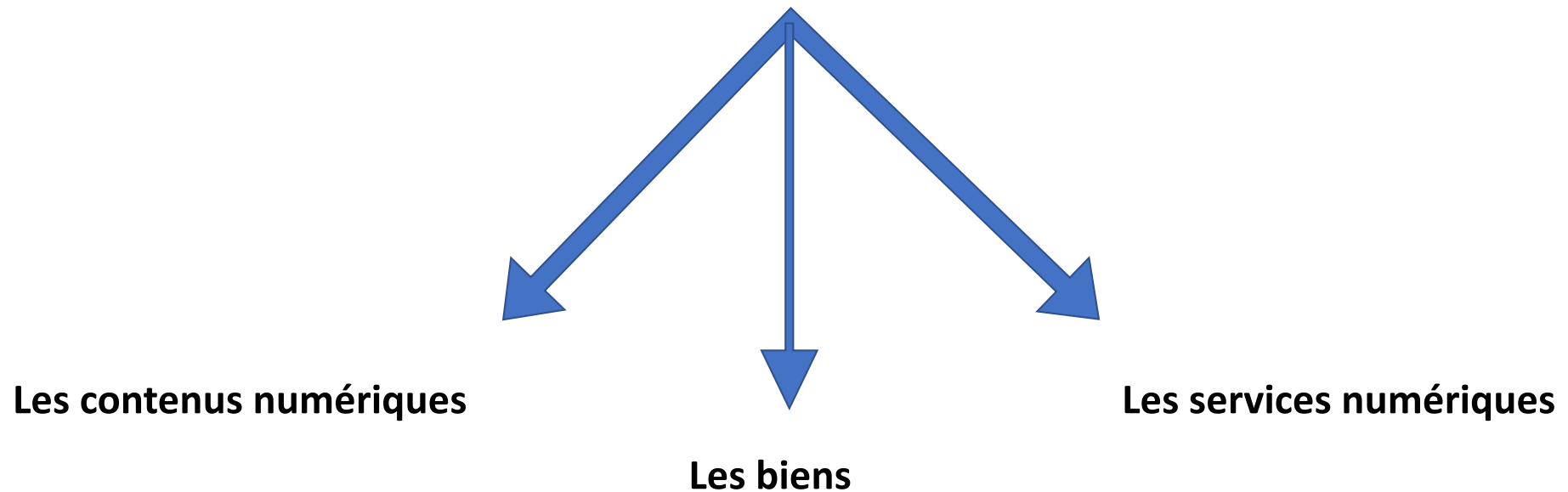


Décret n° 2022-946 du 29 juin 2022
relatif à la **garantie légale de conformité** pour



Entrée en vigueur : 1er octobre 2022.

Sommaire

Publics concernés et objet du présent Décret

Contexte dans lequel a été mis en place ledit Décret

I. Mise en œuvre de la garantie légale de conformité

Les modalités de renvoi du bien

II. Le la garantie commerciale

A. Le contenu de l'information

Obligation générale précontractuelle d'information

Obligation d'information sur les mises à jour de sécurité

Transmission de l'obligation au travers d'un encadré obligatoire

B. Le rescrit

Publics concernés

- ❖ Professionnels vendeurs de biens
- ❖ Fournisseurs de contenus numériques et de services numériques mis sur le marché, y compris lorsqu'ils sont proposés à la vente à partir d'une interface en ligne,
- ❖ Opérateurs de ventes volontaires de meubles aux enchères publique
- ❖ Consommateurs

Objet

Information des consommateurs relative:

- ❖ A la **garantie légale de conformité** des biens et des contenus et services numériques
- ❖ Aux modalités de sa mise en œuvre.

Contexte

Le décret n°2022-946 du 29 juin 2022 fait suite à l'ordonnance n°2021-1247 du 29 septembre 2021 prise afin de *transposer* deux directives européennes (UE) 2019/770 et (UE) 2019/771 en date du 29 mai 2019.

L'objectif de ces textes est de *moderniser* la garantie légale de conformité et les contrats de *consommation afin de renforcer la protection du consommateur*.

I. GARANTIE LEGALE DE CONFORMITE : SA MISE EN OEUVRE

Les modalités de renvoi du bien

Sur les modalités de renvoi du bien (D.217-1)

- Le vendeur doit désormais indiquer au consommateur les modalités pratiques de renvoi du bien lorsque sa mise en conformité ne peut intervenir sur le lieu où se trouve l'appareil vendu
- Si le bien peut faire l'objet d'un renvoi par voie postale, sans entraîner pour le consommateur d'inconvénient majeur, il procède alors au renvoi du bien au vendeur
- En tout état de cause, le consommateur ne peut être tenu d'assurer ou de prendre en charge le transport du bien hors envoi postale

II. GARANTIE COMMERCIALE :

A. Le contenu de l'information

Obligation générale précontractuelle d'information

Obligation d'information sur les mises à jour de sécurité

Transmission de l'obligation au travers d'un encadré obligatoire

L'obligation générale d'information précontractuelle du professionnel envers le consommateur (R111-1 c.conso et D.217-2)

Informations obligatoires de base :

- Son nom ou sa dénomination sociale
- L'adresse géographique de son établissement et, si elle est différente, celle du siège social
- Son numéro de téléphone et son adresse électronique
- Les modalités de paiement, de livraison et d'exécution du contrat ainsi que celles prévues par le professionnel pour le traitement des réclamations
- S'il y a lieu, la durée du contrat ou, s'il s'agit d'un contrat à durée indéterminée ou à tacite reconduction, les conditions de sa résiliation ;
- Les coordonnées du ou des médiateurs de la consommation dont il relève conformément à l'article L. 616-1.

LES NOUVELLES INFORMATIONS A TRANSMETTRE:

Utilisation des termes de « garantie légale »
et « garantie commerciale »

L'existence et les modalités de mise en œuvre de
la garantie commerciale et du service après-vente

L'existence et les modalités de mise en œuvre de la
garantie légale de conformité, de la garantie légale des
vices cachés ou de tout autre garantie légale applicable ;

S'il y a lieu, les fonctionnalités du contenu numérique, les mesures de protection technique applicables, toute compatibilité et interopérabilité pertinentes avec certains biens, contenus numériques ou services numériques ainsi qu'avec certains matériels ou logiciels, dont le professionnel a ou devrait raisonnablement avoir connaissance ;

Les informations relatives aux mises à jour de sécurité

D.111-5-1 et D.111-5-2 : Le professionnel communique sans frais au vendeur et au consommateur :

- Les logiciels du bien faisant l'objet des mises à jour, y compris les mises à jour de sécurité ;
- La durée de fourniture de la mise à jour ou la date à laquelle cette fourniture prend fin ;
- L'espace de stockage que requiert la mise à jour ;
- Les conséquences possibles de la mise à jour sur les performances du bien (sur l'espace de stockage disponible, la disponibilité de la mémoire vive ou la durée de vie de la batterie).

D111-5-3 : Informations supplémentaires à communiquer au consommateur :

- L'objet de la mise à jour (exigence de sécurité ou évolution des fonctionnalités du bien) ;
- Les versions du système d'exploitation, du logiciel ou du pilote informatique concerné avec lesquelles cette mise à jour est compatible ;

« Le producteur *communique* ces informations au consommateur avant que celui-ci n'installe la mise à jour concernée. »

Utilisation de l'encadré obligatoire

Pour les contrats de

- Vente (D.211-2 et D.217-3) ;
 - Fourniture ponctuelle ou continue de contenus (D.211-3 et D.217-4) ;
- de services numériques (D211-4 et D.217-5),

Les conditions générales comprendront désormais un encadré informant le consommateur des modalités de mise en œuvre des garanties légales. Les encadrés en question sont consultables dans l'annexe du décret n°2022-946 du 29 juin 2022.

→ *La garantie commerciale (garantie facultative aussi appelée « garantie de deux ans ») a aussi recours au procédé de l'encadré.*

II. GARANTIE COMMERCIALE :

B. Le rescrit (R217-6 à R217-12)

Secteur visé: du commerce de détail d'appareils électroménagers en magasins spécialisés répertoriés sous un n° de code précis.

La demande du professionnel est présentée à la direction régionale ou à la direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région où le demandeur a établi son siège social ou son établissement.

La demande est présentée sur un formulaire et comprend une série d'informations et de pièces justificatives

Si la demande est incomplète, la direction compétente invite son auteur, dans les mêmes formes que la demande, à fournir les éléments complémentaires nécessaires.

La direction prend formellement position sur la situation de fait décrite par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande ou des éléments complémentaires
Sa décision est notifiée au demandeur.

Un arrêté du ministre chargé de l'économie établit la liste des informations nécessaires à l'instruction de la demande, les pièces justificatives qui l'accompagnent et le formulaire de demande